

Ces zonards qui se retournent contre leur pays d'accueil, la France

Les oubliés de la République

RADICALISME. Le chômage, les frustrations et la délinquance font des immigrés maghrébins une proie facile pour les recruteurs d'apprentis terroristes. La solution par l'intégration plutôt que par le tout-sécuritaire.

PAR ABDELLATIF MANSOUR

Cela peut paraître paradoxal, mais la dimension proprement française des attaques terroristes perpétrées à Paris, les 13 et 18 novembre 2015, a été occultée. Ce sont surtout les filières et les ficelles d'un terrorisme sans frontières qui ont pris le dessus; avec force orientation de l'opinion publique dans ce sens. Rappelons en priorité une donnée de méthode, pour éviter toute confusion: Si des actes terroristes de ce genre ne peuvent trouver justification, ils doivent avoir une explication. Soutenir que cette barbarie sous couvert d'Islam, qui se programme et agit sur une échelle internationale, ne doit être combattue qu'en tant que telle est insuffisant.

Extraction sociale

Cela revient à ignorer l'espace national où ces criminels d'un autre type, majoritairement maghrébins, ont été approchés, endoctrinés et recrutés, une fois convaincus de la "justesse" de leurs forfaits, à la vie, à la mort. Même lorsque leur parcours judiciaire est exhumé, pour la circonstance, l'approche reste incomplète, dès lors qu'elle passe sous silence leur extraction sociale, leurs

conditions d'existence, leur lieu de vie, leur statut dans la société française, entre autres facteurs structurants de leur personnalité et de leur comportement. C'est précisément dans ces sphères d'exploration incontournables que l'on trouve un début de réponse à une question qui vient d'emblée à l'esprit: Pourquoi les auteurs de ces attentats sont presque tous issus de la toute dernière génération de l'immigration?

Chômage endémique

Jeunes, de 20 à 30 ans, ils sont pour la plupart porteurs d'un casier judiciaire déjà bien fourni. Ils constituent l'essentiel du peuplement des périphéries des grandes villes françaises, avec une certaine concentration dans la banlieue parisienne. Des zones où les micro habitacles qui nichent dans d'immenses barres de béton rajoutent à leur déclassement social et au chômage endémique dont elles détiennent le record. Ces oubliés de la société de consommation, dont ils contemplent les dorures et les produits alléchants, à la télévision, sans y avoir accès, se qualifient eux-mêmes "d'orphelins de la République"; ou, pire, "d'indigènes de la République". Ils estiment avoir des raisons suffisantes pour

entrer, sporadiquement, en révolte violente contre les pouvoirs publics. Beaucoup d'entre eux basculent dans la petite ou la grande délinquance.

Les statistiques, livrées par des enquêtes sérieuses et crédibles, corroborent cette réalité. Pas moins de 70% des "crimes de rues" sont commis par des immigrés ou des descendants d'immigrés. Près de 80% de la population carcérale française sont "de religion ou de culture musulmane", soit pas loin de 8 prisonniers sur 10. Les

investigations les plus clémentes parlent d'un taux d'incarcération 6 fois plus grand chez les Maghrébins plus précisément. En somme, ce véritable tiers-État que sont les banlieues constitue un terreau de prédilection pour les sergents recruteurs du radicalisme islamiste. Ils y sont comme des poissons dans l'eau.

Apparemment, ils n'ont aucune difficulté à retourner leurs recrues contre un pays d'accueil qui les a laissés pour compte. Contre une société qui ne se rappelle à leur bon

souvenir qu'en période électorale où ils deviennent de la matière première pour encore plus de rejet, ou pour de fausses promesses d'intégration.

Beaucoup de ces apprentis terroristes n'ont aucune connaissance de la religion musulmane, ni même du parler arabe, encore moins de la langue arabe écrite. Ils préfèrent communiquer entre eux dans l'argot de la zone. Entre un Coran qu'ils n'ouvrent pas et une Kalachnikov, leur choix est tout

fait. C'est pour cette besogne assassine qu'ils ont été enrôlés, avec leur consentement. S'il y a un enseignement à tirer de cette réalité sordide, c'est que la bataille contre le terrorisme ne peut être gagnée uniquement par le tout-sécuritaire.

Besogne assassine

La neutralisation des terroristes en herbe avant le passage à l'acte, et le démantèlement des cellules dormantes avant leur réveil, restent une nécessité salutaire de tout instant. Mais à court terme seulement.

Car les situations d'exception, comme celles que connaissent la France et la Belgique, ne peuvent durer éternellement. Ni les rouages de l'économie, ni la vie en société ne le permettent. Le long terme de l'anti-terrorisme ne peut faire l'impasse d'un passage obligé par le rapport aux populations d'immigrés. Celles-ci devraient avoir droit à l'intégration, par le travail, dans les circuits de consommation des biens courants et dans l'aspiration à un bien-vivre digne et légitime. Pour ce faire, le concept d'intégration doit être d'abord intégré par la société d'accueil. Ce qui n'est pas vraiment le cas, à présent.

Un plus d'attention pour les immigrés n'est pas forcément synonyme d'appel d'air pour la vague migratoire actuelle. Il a plutôt vocation à inscrire la politique sécuritaire dans la durée et à donner du sens aux interventions militaires extérieures; l'objectif étant une paix civile des deux côtés des frontières ■

